

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASB - AEROSPATIALE BATTERIES

allée Sainte Hélène
18000 Bourges

Références : -
Code AIOT : 0010006525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement ASB - AEROSPATIALE BATTERIES implanté allée Sainte Hélène 18000 Bourges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASB - AEROSPATIALE BATTERIES
- allée Sainte Hélène 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010006525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n°2021-0254 du 22 mars 2021, le préfet du Cher a autorisé l'exploitation

d'installations d'études, de conception, de production et de commercialisation de piles thermiques. Les activités de l'établissement sont notamment classées sous le régime de l'autorisation dans les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- 4210-1-a: produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage....);
- 1450: solides inflammables (stockage ou emploi de);
- 2793-3-b: installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un dossier de porter à connaissance sera à transmettre, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires sur les modifications des installations du présent site, au préfet du Cher (en mettant l'inspection en copie) pour ce qui concerne le transfert d'activités vers un autre site qui sera prochainement mis en service à Bourges.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Origine des approvisionnements en eau | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Plan des réseaux d'eaux | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.2 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Capacité des deux bâches de confinement | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Confinement des eaux d'extinction d'incendie | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Entretien du filtre à sable | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.4 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 6 | Rejet des eaux résiduaires (industrielles et sanitaires) | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.2 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Rejet des eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.3 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Etiquetage et rétention des produits liquides | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2. et 9.2.4 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Ressource en eau | Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Situation administrative (rubrique ICPE 1185) | Décret du 22/10/2018, article I | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 11 | Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés | Règlement européen du 07/02/2024, article 12 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 18 | Marque de contrôle – absence de fuite | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 19 | Registre | Règlement européen du 07/02/2024, article 7 | / | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 12 | Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes | Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3 | Sans objet |
| 13 | Attestations des opérateurs | Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78 | Sans objet |
| 14 | Confinement – Fiche d'intervention | Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82 | Sans objet |
| 15 | Interdiction d'utilisation des HCFC | Règlement européen du 07/02/2024, article 4 | Sans objet |
| 16 | Interdiction de recharge d'un équipement fuyard | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89 | Sans objet |
| 17 | Contrôle périodique des équipements | Règlement européen du 07/02/2024, article 5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, EAU |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Ce dispositif est relevé hebdomadairement.</p> <p>Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau d'eau potable Ville de Bourges 3400 m³/an</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : Le dispositif de compteur d'eau n'est pas relevé hebdomadairement. Le volume annuel d'eau consommée est supérieur à la valeur prescrite. Absence de registre de suivi de la consommation d'eau.</i></p> <p>Documents consultés lors de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre dématérialisé (tableur « bilan 2023-2024 - conso 2025 »), transmis par courriel du 01/07/2025 <p>Le registre mentionne les bilans annuels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2023 : 4936 m³; - 2024 : 8360 m³ , assorti d'un commentaire : fuite détectée courant 2024 sur l'alimentation en eau de la bâche incendie de 60 m³. <p>Pour l'année 2025, la consommation (hors réseau incendie: poteaux bâches) est relevée à une fréquence au moins hebdomadaire à la date du 25/06/2025. Le cumul depuis le début de l'année 2025 est de 687 m³ environ.</p> <p>L'exploitant explique qu'il dispose, sur le site, d'un compteur pour l'eau destinée à alimenter les bâtiments; seul celui-ci est relevé à fréquence hebdomadaire. Pour ce qui concerne l'eau de ville utilisée pour l'alimentation des deux poteaux incendie et des deux bâches de 60 m³, le compteur est situé à plusieurs kilomètres sur un terrain n'appartenant pas à l'exploitant. Aucun relevé hebdomadaire n'est effectué, l'exploitant s'appuie sur les factures du gestionnaire d'eau. L'exploitant précise que la fuite de 2024 a été identifiée grâce à la facture : la fuite liée à un défaut de la réalimentation automatique d'une bâche a été corrigée, la réalimentation est désormais manuelle.</p> <p>Quant à l'augmentation de la consommation d'eau, l'exploitant déclare qu'elle est pérenne car liée à une sous-estimation initiale et une augmentation de l'activité sur le site. Il envisage de demander une adaptation de prescriptions au préfet. L'exploitant relève que la demande devra être argumentée et traiter des actions d'amélioration du suivi de la consommation.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : Le dispositif de compteur d'eau utilisée pour l'alimentation des moyens de lutte contre l'incendie n'est pas relevé hebdomadairement. Le volume annuel d'eau consommée est supérieur à la valeur prescrite. Absence de registre de suivi hebdomadaire de la consommation totale d'eau en provenance du réseau public.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 2 : Plan des réseaux d'eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, EAU |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.....),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.....),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : <p><i>Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : le plan des réseaux est incomplet, il manque notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- l'ouvrage de disconnexion en amont du réseau d'eau potable,- le compteur,- la bache de rétention d'eau d'extinction d'un incendie (près du filtre à sable des eaux résiduaires). <p>Documents consultés lors de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none">- plan de masse réseaux au 1/200 du 04/11/2022, transmis par courriel du 01/07/2025 ;- POI - version de mai 2024 (page 26). <p>L'inspection note que le plan des réseaux mis à jour matérialise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- un compteur et un disconnecteur sur le réseau d'alimentation d'eau potable ;- une bache souple de 130 m³ (à l'ouest du site);- une autre bache souple (au nord du site) : le volume mentionné est de 120 m³ alors que l'article 8.5.2 V impose « deux dispositifs de confinement étanche aux produits collectés et de capacités minimum de 130 m³ et 200 m³ » et que le POI (paragraphe 2.2.4) matérialise, à cet emplacement, une bache de 200 m³. <p>L'exploitant juge qu'il s'agit d'une erreur du plan.</p> <p>La capacité des deux bâches précitées fait l'objet du point de contrôle suivant.</p> <p>Constat : le plan des réseaux d'eau est incorrect sur la capacité d'une bache de rétention des</p> |

| |
|---|
| eaux d'extinction d'incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Capacité des deux bâches de confinement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement |
| Prescription contrôlée : [...] <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux dispositifs de confinement étanche aux produits collectés et de capacités minimum de 130 m³ et 200 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> [...] |
| Constats : Sur le terrain, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> - la citerne de rétention située à l'ouest du site comporte une étiquette mentionnant une capacité de 130 m³. Elle contient de l'eau destinée à la lester selon l'exploitant. L'inspection s'interroge sur la capacité utile disponible du fait de ce lestage. L'exploitant indique qu'une vidange va être prochainement effectuée. - la citerne de rétention située au nord du site comporte une étiquette mentionnant une capacité de 80 m³, ce qui est inférieur à la capacité exigée de 200 m³ (affichée dans le POI par ailleurs). L'inspection s'interroge sur la fiabilité de cet étiquetage au regard des dimensions apparentes de la citerne. <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la capacité utile de 130 m³ et de 200 m³ des deux bâches destinées à recueillir les eaux d'extinction d'incendie.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2.V |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.</p> <p>Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : les matières canalisées ne sont pas collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes. Des tests réguliers ne sont pas menés sur ces équipements.</i></p> <p><i>Par courrier du 25/08/2022, en réponse au constat, l'exploitant indique qu'une étude est en cours pour sécuriser l'alimentation électrique des pompes associées aux bâches de rétention des eaux d'incendie pour mise au budget 2023. Un test de bon fonctionnement de la bache de rétention des eaux d'incendie a été réalisé fin juin 2022.</i></p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant déclare être en attente du devis relatif à l'installation d'un groupe électrogène destiné notamment à alimenter les deux pompes de relevage. Les travaux d'installation sont programmés d'ici la fin de l'année 2025.</p> <p>Il ajoute que le fonctionnement (à vide) de ces dernières est vérifié, en même temps que les vannes d'obturation, une fois par an lors de l'exercice d'évacuation. Il n'assure toutefois pas l'enregistrement de la vérification des pompes.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate la présence des deux pompes et des deux volants de commande des vannes d'obturation à proximité des deux bâches de rétention.</p> |

| |
|--|
| <p>Le constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : les matières canalisées ne sont pas collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la réalisation de tests réguliers de fonctionnement des pompes de relevage des deux bâches de rétention.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Entretien du filtre à sable

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.4.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : L'exploitant se renseignera sur la nature et la fréquence d'entretien requise du filtre à sable du point n°1.</i></p> <p><i>Par courrier du 25/08/2022, en réponse au constat, l'exploitant a indiqué que suite à sa demande au SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) en charge du suivi de nos installations, les points à surveiller sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - veiller à ce qu'une végétation ligneuse ne s'installe à proximité et sur le lit filtrant; - un curage des drains pouvant être utile si des dépôts sont visibles. <p><i>L'exploitant précise qu'un contrôle mensuel de l'installation est réalisé par son service de maintenance qui s'assure de l'absence de végétaux et du bon état de fonctionnement. Une vérification via caméra sera planifiée courant septembre pour s'assurer du bon état des drains et un curage sera réalisé si nécessaire.</i></p> |

Documents consultés lors de la présente visite :

- procédure de contrôle de fonctionnement des EU, établie par ASB ;
- registre des contrôles du fonctionnement des EU (site ASB) - extrait 2025 ;
- bon d'intervention de la société AEP du 09/11/2022.

Le registre relève des contrôles mensuels internes en 2025. Un commentaire « pompe HS » est mentionné depuis le 17/04/2025. L'exploitant précise que la pompe va être prochainement réparée et que l'alimentation est toujours assurée par une deuxième pompe (secours), ce qui ne nuit pas au fonctionnement du système de traitement.

Ni la procédure ni les registres ne visent le contrôle de la présence de végétaux.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence d'une végétation fournie sur le lit filtrant et à ses abords. La fréquence d'entretien n'est pas adaptée.

L'exploitant déclare que le contrôle par caméra effectué le 09/11/2022 n'a révélé aucune anomalie sur les drains, mais il n'est pas en mesure de présenter un compte rendu.

Aucune procédure ne définit les différents types et périodicités de contrôle et d'entretien du système de traitement des eaux usées.

Constat : les opérations de contrôle ne sont pas toutes définies dans une procédure et tracées dans des documents d'enregistrement. Le filtre à sable et ses abords sont envahis par la végétation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejet des eaux résiduaires (industrielles et sanitaires)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, EAU

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.).

Les eaux sanitaires et industrielles, les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous.

Paramètre/ Code Sandre/Concentration instantanée (mg/l)/ Concentration moyenne journalière en mg/l

Matières en suspension totales (MEST) : 1305 / 60 / 30

DBO₅ : 1313 / 80 / 40

DCO : 1314 / 200 / 10

Azote global : 1551 / 200 / 10

[...]

"Les émissions directes ou indirectes de substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont interdites dans les eaux souterraines.

Pour les eaux industrielles rejetées avec les eaux résiduaires (industrielles et sanitaires hors restaurant d'entreprise) au point de rejet N°1, l'exploitant, dans un délai de 4 mois suivant la parution du présent arrêté préfectoral, détermine et quantifie les substances visées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susceptibles d'être rejetées sur un échantillon représentatif de l'activité.

L'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours après la fin des opérations de quantification, un rapport relatif à cette caractérisation qui présente, le cas échéant, les dispositions mises en œuvre pour supprimer les rejets des substances dont les émissions sont interdites."

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : dépassement des concentrations autorisées sur les paramètres MES, DBO₅, DCO (concentrations respectives de 80 mg/l, 169 mg/l et 322 mg/l).

Rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux résiduaires - analyses réalisées en amont du filtre à sable. L'exploitant procédera à la caractérisation qualitative et quantitative des eaux de lavage du laboratoire (fiches de données de sécurité, certificat d'acceptation préalable des eaux de premier lavage...).

Par courrier du 25/08/2022, en réponse au constat, l'exploitant soutient que les dépassements mesurés sont liés au fait de la prise de l'échantillon en amont du filtre à sable. Il ajoute que le lit filtrant permet de traiter les paramètres classiques issus d'eaux sanitaires soit DCO, DBO₅, MES, couleur, phosphore, sulfates et H₂S, son installation et dimensionnement sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'exploitant commente le rapport établi par BUREAU VERITAS en juin 2022 (analyse des prélèvements des 14 et 15 mars 2022) qui indique des résultats non conformes pour les paramètres suivants, en réalisant notamment une comparaison par rapport aux résultats d'analyse d'eau de ville :

- Zinc : 0,23 mg/l ; "provenance non déterminée car non présent dans nos matières premières et produits utilisés sur site" (0,03 mg/l dans l'eau de ville).*
- Cuivre : 0,05 mg/l ; "mesure voisine de l'eau de ville" (le résultat pour cette dernière est : <0,02 mg/l).*
- Plomb dissous : 3,2 g/l ; "mesure voisine de l'eau de ville" (<2 g/l).*
- Baryum : 0,02 mg/l ; "valeur identique à la mesure dans l'eau de ville, voir inférieure pour le baryum dissous" (0,02 mg/l).*

- H_2S : 3,3 mg/l ; "produit se créant naturellement dans les assainissements non collectifs" (<0,1 mg/l dans l'eau de ville).
- Sulfates : 29,4 mg/l ; "inférieur au maximum pour la potabilité de l'eau" (22,8 mg/l dans l'eau de ville).
- Phosphore : 13,4 mg/l ; "produit non présent dans nos matières premières et produits utilisés sur site, produit se créant naturellement dans les assainissements non collectifs" (<0,1 mg/l dans l'eau de ville).
- Fluorures : 0,2 mg/l "pour une mesure au niveau de l'eau de ville de 0.16 mg/l soit de même ordre".
Selon l'exploitant, les seuls rejets pouvant potentiellement contenir des traces de pollution sont :
- les rejets du lavage du matériel de laboratoire sachant que les premières eaux de rinçage sont traitées en tant que déchet dangereux ; les principaux produits utilisés sont : acide chlorhydrique, acide fluorhydrique, acide nitrique, 2-propanol, méthylethylcétone, qui ont peu d'impact sur les polluants mesurés.
- rejets du lavage des contenants de production (environ 1 machine à laver de 40 l par jour).
Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il n'est pas possible de positionner un point de prélèvement en aval du filtre à sable du fait de la présence de drains.
L'inspection ne partage pas l'interprétation de l'exploitant quant au caractère similaire de la qualité de l'eau rejetée avec celle de l'eau de ville du fait de plusieurs résultats inférieurs à la limite de détection pour cette dernière.

Des polluants de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2/2/98 sont présents dans l'échantillon prélevé (zinc, cuivre, plomb dissous, baryum, H_2S , sulfates, phosphore, fluorures) et sont susceptibles d'être présents dans le rejet par infiltration au milieu naturel.

Par ailleurs, l'exploitant présente le rapport du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien établi par Bourges Plus (gestionnaire du SPANC) du 09/10/2019 qui conclut à un fonctionnement satisfaisant du système de traitement mais relève que "l'assainissement en place ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié [fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅]. Aussi, en cas de dysfonctionnement, de problème de pollution pour l'environnement ou d'atteinte à la salubrité, il conviendra de remplacer l'installation actuelle par un traitement réglementaire conforme à l'arrêté susvisé". L'exploitant déclare ne pas avoir traité ce sujet.

L'exploitant ajoute qu'il a prévu de réaliser une nouvelle analyse des eaux résiduaires avant le filtre à sable ainsi que des eaux de lavage précitées afin de tenter d'identifier l'origine de la pollution.

Il se rapprochera également du gestionnaire du SPANC.

Le constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 n'est pas satisfait..

Constat : dépassement des concentrations autorisées sur les paramètres MES, DBO₅, DCO (concentrations respectives de 80 mg/l, 169 mg/l et 322 mg/l).

Rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux résiduaires - analyses réalisées en amont du filtre à sable.

Le système de traitement des eaux usées ne répond pas à l'ensemble des prescriptions techniques applicables en matière d'assainissement non collectif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

| |
|---|
| correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Rejet des eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 4.5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, EAU |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.4.5).</p> <p>Le bassin d'infiltration de 1500 m² est dimensionné et entretenu pour garantir une infiltration des eaux de pluie.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous.</p> <p>Paramètre / Code Sandre / Concentrations instantanées (mg/)</p> <p>Matières en suspension totales / 1305 / 100</p> <p>DOB₅ / 1313 / 100</p> <p>DCO / 1314 / 300</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT) / 7009 / 5</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant démontre, dans les 6 mois suivant la parution du présent arrêté, que le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables n'est pas susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances polluantes par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage.....En particulier, l'exploitant détermine et quantifie les polluants de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 mis en œuvre dans les installations et susceptibles d'être entraînés par les eaux pluviales. L'exploitant établit un rapport relatif à cette démonstration. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours après sa mise à disposition, ce rapport présente notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification des polluants retenus pour les mesures quantitatives ; - les conditions de réalisations des mesures (fonctionnement des installations, précipitations...) - les résultats des mesures ; |

- le cas échéant, une proposition d'adaptation des conditions de rejets et d'autosurveillance des eaux pluviales recueillies sur le site.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 : rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux pluviales. L'exploitant procédera à une analyse des eaux pluviales au second semestre 2022. L'exploitant justifiera le délai de l'analyse prévue en sortie de séparateur à hydrocarbures.

Par courrier du 25/08/2022, en réponse au constat, l'exploitant indique que l'analyse des rejets d'eaux pluviales est programmée fin octobre 2022 intégrant l'analyse au niveau du séparateur hydrocarbures soit 6 mois environ après la mise en service. Un contrat de maintenance semestrielle du séparateur d'hydrocarbure est en cours de mise en place avec un prestataire.

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection, il a été relevé les résultats suivants du rapport établi par BUREAU VERITAS en juin 2022 (analyse des prélèvements des 14 et 15 mars 2022) en termes de concentrations pour certains paramètres de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10/07/1990 :

- le zinc : 0,35 mg/l;
- le titane : 0,02 mg/l;
- le baryum : 0,02 mg/l;
- l'azote global : 0,83 mg/l.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente un bon de livraison de la société AEP relatif au nettoyage du séparateur du 11/07/2025. Il n'est pas en mesure de présenter une analyse des eaux pluviales postérieure à celle de mars 2022. L'exploitant déclare qu'il a prévu de réaliser prochainement une nouvelle analyse des eaux pluviales en sortie du séparateur à hydrocarbures (avant le bassin d'infiltration).

Le constat de la visite d'inspection du 11/05/2022 n'est pas satisfait.

Constat : rejet de polluants non autorisés dans les eaux souterraines - eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etiquetage et rétention des produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.5.2. et 9.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, pollution

Prescription contrôlée :

Article 8.5.2

]. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- danses autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

[...]

Article 9.2.4

[...]

Les récipients doivent porter en caractères très lisibles le nom du produit et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.

Constats :

Sur le terrain, l'inspection constate, à proximité du bâtiment TH, un stockage à l'extérieur, à même le sol (à proximité d'un regard d'eau pluviale), de plusieurs bidons de liquides non étiquetés.

L'exploitant déclare qu'il s'agit de déchets liquides qui devraient être entreposés sur une rétention située sous l'abri voisin. L'inspection constate que l'accès à ladite rétention (vide) est encombré. L'exploitant ajoute qu'il est prévu de les faire éliminer, d'ici la semaine suivante, en tant que déchets dangereux.

Constat : des bidons de produits liquides, non étiquetés, susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux, sont stockés sans rétention près du bâtiment TH.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...] |
| Constats : Sur le terrain, l'inspection constate que la surface de la réserve d'eau de 60 m ³ destinée à la lutte contre l'incendie, située à l'ouest du site, est totalement recouverte d'une mousse végétale verte. Cette situation est susceptible d'entraver les manœuvres des pompiers en cas d'incendie (colmatage par exemple). L'exploitant déclare qu'un nettoyage est prochainement prévu. Constat : la réserve d'eau de 60 m³ à l'ouest du site n'est pas entretenue de manière à la maintenir totalement opérationnelle. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article I |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185) |
| Prescription contrôlée : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ; 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. |

| |
|--|
| <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) ;</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ;</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ;</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ;</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ;</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ;</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés - ASB (tableur), transmis par courriel du 01/07/2025. <p>L'exploitant recense quarante-huit équipements relevant de la rubrique 1185 représentant un total de 443,29 kg de fluides.</p> <p>Or, l'article 1.2.1 de l'AP du 22/03/2021 fixe une quantité maximale de 367 kg de fluides au titre de la rubrique 1185.</p> <p>Toutefois, l'augmentation de quantité n'a pas d'incidence sur le régime de classement : déclaration au titre de la rubrique 1185-2-a (équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg).</p> <p>L'exploitant explique que l'augmentation est liée à des corrections d'erreur sur les charges qui avaient été initialement considérées pour les groupes froids et à l'installation de climatisations supplémentaires.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas notifié au préfet, avant leur réalisation, les modifications de l'installation relevant de la rubrique 1185, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, en particulier l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels:</p> <p>a) les équipements de réfrigération ;</p> <p>b) les équipements de climatisation ;</p> <p>c) les pompes à chaleur ;</p> <p>[...]</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Sur le terrain l'inspection constate, par sondage, la cohérence des données mentionnées sur les plaques apposées sur les trois équipements suivants :</p> <p>1/ CGAN925 QC59807 GF1 BAT 24-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R407C - 62 kg - 100,688 t_{éq CO₂} : cette donnée n'est pas mentionnée mais l'équipement a été fabriqué en 2008. <p>2/ CGAF100 ELDO3490 GF4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R410A - 38 kg - 73,112 t_{éq CO₂} : cette donnée n'est pas mentionnée alors que l'équipement a été fabriqué en 2020. - GWP (potentiel de réchauffement planétaire) : 2088. <p>3/ CGAF100 ELDO 1524 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R410A - 68 kg - 130,832 t_{éq CO₂} : cette donnée n'est pas mentionnée alors que l'équipement a été fabriqué en 2020 - GWP : 2088. <p>Les données affichées sont cohérentes avec celles de la liste présentée par l'exploitant.</p> <p>Constat : les étiquettes des équipements CGAF100 ELDO3490 GF4 et CGAF100 ELDO 1524 ne comportent pas la quantité, exprimée en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu. Il est attendu de l'exploitant qu'il se rapproche de l'opérateur pour faire</p> |

| |
|--|
| compléter les étiquettes. |
| Il est également demandé à l'exploitant de se rapprocher de l'opérateur pour clarifier les différences avec les quantités en t éq CO2 figurant sur les fiches d'intervention. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 12 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération |
| Prescription contrôlée : Règlement 2024/573 : Article 13 - Restrictions d'utilisation ; [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. |
| Constats : |

| |
|--|
| Document consulté : - fiche d'intervention du 03/03/2023 relative au contrôle d'étanchéité non périodique de l'appareil CGAF100 / ELB2980 contenant 70 kg de R410A,. L'exploitant déclare que c'est la seule intervention depuis 2020 qui a nécessité une manipulation de fluide frigorigène. L'opérateur a procédé à une recharge de 1,5 kg de fluide R410A dont le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) est inférieur à 2500. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Attestations des opérateurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes |
| Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. [...] |
| Constats : Documents consultés : - fiche d'intervention du 01/03/2023 relative à l'équipement CGAF100 ELDO3490 GF4, transmise par courriel du 01/07/2025 ; - attestation d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes de catégorie I délivrée le 08/04/2011 par la fédération compagnonnique des métiers du bâtiment, transmise par courriel du 01/07/2025. La fiche vise l'attestation de capacité n°15192, numéro qui figure sur les vignettes apposées sur les équipements examinés. La consultation de la base SYDEREP confirme que l'opérateur dispose de l'attestation de capacité requise. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Confinement – Fiche d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites |
| Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la |

| |
|---|
| <p>charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiche d'intervention du 03/03/2023 relative au contrôle d'étanchéité non périodique de l'appareil CGAF100 / ELB2980 contenant 70 kg de R410A. <p>L'exploitant déclare que c'est la seule intervention depuis 2020 qui a nécessité une manipulation de fluide frigorigène.</p> <p>La fiche est signée par l'opérateur et le détenteur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 15 : Interdiction d'utilisation des HCFC

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p> <p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Document consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés - ASB (tableur), transmis par courriel du 01/07/2025. <p>Les fluides mentionnés dans la liste ne sont pas des HCFC : R410A, R407C, R134A, R32, R449A, R404A, R23, R513A.</p> <p>L'exploitant confirme ne pas disposer d'équipement contenant des HCFC.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 16 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des fuites |
| Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite. |
| Constats : Documents consultés : - fiche d'intervention et compte rendu du 03/03/2023 relatifs au contrôle d'étanchéité non périodique de l'appareil CGAF100 / ELB2980 contenant 70 kg de R410A. Aucune fuite n'a été constatée par l'opérateur qui a procédé à une recharge de 1,5 kg de fluide (appoint suite à maintenance). C'est la seule recharge recensée sur l'appareil. Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Contrôle périodique des équipements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques |
| Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 : 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO ₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO ₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II. [...] Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ; b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ; c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I. |

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Par sondage, l'inspection examine les documents transmis par courriel du 01/07/2025 pour les équipements suivants :

1/ CGAN925 QC59807 GF1 BAT 24-2 / R407C / 62 kg / 100,688 (ou 109,98?) t_{eq} CO₂ : fiches d'intervention du 19/11/2024 et du 29/04/2025.

Les fiches indiquent que :

- il s'agit d'interventions de maintenance et contrôle d'étanchéité périodique
- la fréquence minimale de u contrôle périodique est 6 mois
- pas de fuite détectée
- pas de manipulation de fluide

La fréquence de 6 mois entre deux contrôles est respectée.

2/ CGAF100 ELDO3490 GF4 / R410a / 38 kg / 73,112 (ou 79,34?) t eq CO₂ : fiche d'intervention du 24/04/2025.

La fiche indique que :

- il s'agit d'une intervention de maintenance et contrôle d'étanchéité périodique
- la fréquence minimale de u contrôle périodique est 6 mois
- pas de fuite détectée

| |
|--|
| <p>- pas de manipulation de fluide. Le dernier contrôle date de moins de 6 mois.</p> <p>3/ CGAF100 ELDO 1524 / R410a / 68 kg / 130,832 (ou 141,98?) t eq CO2 : fiche d'intervention du 30/04/2025.</p> <p>La fiche indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il s'agit d'une intervention de maintenance et contrôle d'étanchéité périodique - la fréquence minimale de u contrôle périodique est 6 mois - pas de fuite détectée - pas de manipulation de fluide. <p>Le dernier contrôle date de moins de 6 mois.</p> <p>L'exploitant précise que la fréquence des contrôles est suivie via le logiciel GMAO de son service de maintenance.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Marque de contrôle – absence de fuite

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, la présence d'une vignette, sous forme de disque bleu, sur les trois équipements suivants :</p> <p>1/ CGAN925 QC59807 GF1 BAT 24-2</p> <p>La date indiquée est mai 2025. Or, le dernier contrôle d'étanchéité date du 29/04/2025 et le précédent date du 19/11/2024. La marque de contrôle d'étanchéité n'indique pas la date limite de validité (délai de six mois) du contrôle d'étanchéité.</p> <p>2/ CGAF100 ELDO3490 GF4</p> <p>La date indiquée est mai 2025. Or, le dernier contrôle d'étanchéité date du du 24/04/2025. La marque de contrôle d'étanchéité n'indique pas la date limite de validité (délai de six mois) du contrôle d'étanchéité.</p> <p>3/ CGAF100 ELDO 1524</p> <p>La date indiquée est octobre 2025, ce qui est cohérent avec la date de la dernière intervention du 30/04/2025.</p> <p>Constat : défaut de date de validité sur les vignettes des équipements CGAN925 QC59807 GF1</p> |

| |
|--|
| BAT 24-2 et CGAF100 ELDO3490 GF4. Il est attendu que l'exploitant alerte l'opérateur sur ce point. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 19 : Registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions |
| Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 : Article 7 - Tenue de registres : 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ; c) la quantité de gaz récupérée ; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ; f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz. 2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent : a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ; b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande. [...] |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - répertoire dématérialisé, transmis par courriel du 01/07/2025 ; - liste des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés - ASB (tableur), transmise par courriel du 01/07/2025. <p>La liste mentionne les caractéristiques des équipements mais ne comporte pas un suivi des opérations réalisées.</p> <p>Le répertoire permet d'archiver toutes les fiches d'intervention des équipements.</p> <p>Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un registre comportent toutes les informations requises sur les équipements contenant des fluides frigorigènes.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |